

MARCHE A PROCÉDURE FORMALISÉE
APPEL D'OFFRES OUVERT

2	6	2	1	1	0	0	3	0
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Accord-cadre de fournitures

**Moyens de levage et de transport fluvial Seine aval –
Lot 3 : secteur EST**

Acte d'engagement (AE)

PROJET : Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande de levage et de transport fluvial sur l'itinéraire Seine Aval – Lot 3 : secteur Est

Référence : VNF_2026_UBS_Levage_Fluvial

Code CPV principal : 42410000-3

Annexe : Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

*Marché passé en application du Code de la commande publique du 1er avril 2019.
Le CCAG FCS s'applique au présent marché et régit les relations contractuelles entre les parties.*

*L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres
(Février 2026). Ce mois est appelé « mois zéro » (m0).*

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur pourra être désigné "Maître d'ouvrage".

*Il est rappelé que le terme de « marché public » désigne un marché ou un accord-cadre conformément à l'article
L1111-1 du code de la commande publique.*

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Table des matières

1.	Préambule : liste des lots	3
2.	Identification	3
2.1.	Pouvoir adjudicateur.....	3
2.2.	Titulaire	3
3.	Dispositions contractuelles	7
3.1.	Objet	7
3.2.	Mode de passation	7
3.3.	Forme de contrat	7
4.	Montant du marché	7
4.1.	Montant sous-traité.....	8
5.	Pieces constitutives du marché.....	9
6.	Délais d'exécution du marché	10
6.1.	Durée d'exécution de l'accord-cadre.....	10
6.2.	Délais globaux.....	10
6.3.	Délais distincts	11
7.	Facturation et paiement.....	11
7.1.	Facturation électronique.....	11
7.2.	Paie ment.....	11
7.3.	Avance forfaitaire.....	13
7.3.1.	Modalités de calculs.....	13
7.3.2.	Modalités de remboursement	14
8.	Dérogations au CCAG FCS.....	14
9.	Engagement du candidat.....	15
10.	Contrôle budgétaire	15
11.	Acceptation de l'offre	15

1. Préambule : liste des lots

Le présent accord-cadre est fractionné en trois lots :

- Lot 1 « Secteur ouest » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 202 au PK 161
- Lot 2 « Secteur centre » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 161,1 au PK 72,6
- Lot 3 « Secteur est » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 72,6 au PK 16,8.

2. Identification

2.1. Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Voies navigables de France - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval

Mandataire

Voies navigables de France - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval

Conducteur d'opération

Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine

Ordonnateur

Monsieur le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval ou son représentant ayant reçu délégation de signature à ce titre au sein de la DTBS

Comptable public assignataire

L'agent comptable secondaire à Paris de Voies navigables de France

Adresse du site concerné

Itinéraire Seine Aval PK 72.6 (sites d'Andrésy) au PK 16.8 (sites de Suresnes)

2.2. Titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché à l'article 3 du présent document, faisant référence au CCAG FCS de 2021 s'appliquant dans l'ensemble du marché et conformément à leurs clauses et stipulations,

En cas de candidature individuelle

Nom, Prénom :
Agissant : ☐ pour le compte de la société et dûment
habilité pour engager celle-ci ;
☐ pour son propre compte.
Nom commercial et dénomination sociale :
.....
Au capital de :
Adresse du siège social :
.....
N° SIRET :
N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

Courriel :
Téléphone :

En cas de candidature groupée

COTRAITANT n°1

Nom, Prénom :
Agissant : ☐ pour le compte de la société et dûment
habilité pour engager celle-ci ;
☐ pour son propre compte.
Nom commercial et dénomination sociale :
.....
Au capital de :
Adresse du siège social :
.....
N° SIRET :
N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

Courriel :
Téléphone :

COTRAITANT n°2

Nom, Prénom :
Agissant : ☐ pour le compte de la société et dûment
habilité pour engager celle-ci ;
☐ pour son propre compte.
Nom commercial et dénomination sociale :
.....
Au capital de :
Adresse du siège social :
.....

N° SIRET :
N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

Courriel :
Téléphone :

COTRAITANT n°3

Nom, Prénom :
Agissant : ☐ pour le compte de la société et dûment
habilité pour engager celle-ci ;
☐ pour son propre compte.
Nom commercial et dénomination sociale :
.....
Au capital de :
Adresse du siège social :
.....
N° SIRET :
N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

Courriel :
Téléphone :


COTRAITANT n°4

Nom, Prénom :
Agissant : ☐ pour le compte de la société et dûment
habilité pour engager celle-ci ;
☐ pour son propre compte.
Nom commercial et dénomination sociale :
.....
Au capital de :
Adresse du siège social :
.....
N° SIRET :
N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

Courriel :
Téléphone :

COTRAITANT n°5

Nom, Prénom :
Agissant : ☐ pour le compte de la société et dûment
habilité pour engager celle-ci ;

 pour son propre compte.

Nom commercial et dénomination sociale :

.....
Au capital de :

Adresse du siège social :

.....
N° SIRET :

N° d'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés :

Courriel :

Téléphone :

☐ **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans le délai fixé à l'article 3.5 du règlement de la consultation.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

.....
mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans le délai fixé à l'article 3.5 du règlement de la consultation.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

.....
mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies et selon la répartition des prestations précisée en annexe au présent acte d'engagement.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans le délai fixé à l'article 3.5 du règlement de la consultation.

3. Dispositions contractuelles

3.1. Objet

Le présent Acte d'Engagement a pour objet le lot 3 « Secteur Est » de l'accord-cadre de levage et de transport fluvial de l'itinéraire Seine aval.

Le présent lot comprend des prestations de mise à disposition :

- de pontons-grues ;
- de moyens de levages divers ;
- de barges fluviales
- de pontons de travail fluviaux ;
- de pousseurs
- de bateau de travail fluviaux ;

ainsi que l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à leur utilisation.

Les prestations sont détaillées au 1-2. du CCATP.

3.2. Mode de passation

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3.3. Forme de contrat

L'accord-cadre multi-attributaires avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le nombre maximum de titulaires est fixé à deux par lot et l'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires selon la technique dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité aux titulaires les mieux-disants.

Les modalités de sollicitation des titulaires sont explicitées à l'article 1-5.3 du CCATP.

4. Montant du marché

Le marché est conclu à prix révisables de manière annuelle. Les prix feront l'objet d'une révision suivant les modalités prévues à l'article 4-2 du CCATP.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

L'offre de prix du candidat est réputée inclure l'ensemble du traitement administratif de l'opération, des frais de matériels et du devoir de conseil qui lui incombe (incluant les échanges téléphoniques et courriel avec tout représentant de VNF).

Les prestations seront rémunérées à la fois par application des prix forfaitaires et par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Les montants minimums et maximums de l'accord-cadre (lot 3) sont les suivants :

N°	Intitulé	Montant minimum HT Période 1 (24 mois)	Montant minimum HT Période 2 (24 mois)	Montant minimum HT total (48 mois)
Lot 3	Secteur Est	100 000 €	100 000 €	200 000 €

N°	Intitulé	Montant maximum HT Période 1 (24 mois)	Montant maximum HT Période 2 (24 mois)	Montant maximum HT total (48 mois)
Lot 3	Secteur Est	475 000 €	475 000 €	950 000 €

En cas de groupement conjoint ou solidaire :

Le détail des prestations exécutées par chacun des membres du groupement conjoint ou solidaire est à indiquer en annexe au présent acte d'engagement.

4.1. Montant sous-traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est auto liquidée.

Le droit au paiement direct est ouvert dès que le montant sous-traité dépasse les 600€ TTC.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ **Entreprise unique**

Tenant compte du montant minimum de l'accord cadre, la partie des prestations que le titulaire envisage de confier à des sous-traitants est évalué à :

Montant HT	€
Soit en % du montant minimum HT	%

☐ **Groupeement solidaire**

Tenant compte du montant minimum de l'accord cadre, la partie des prestations que le titulaire envisage de confier à des sous-traitants est évalué à :

Cotraitant n°	Montant HT	Soit en % du montant minimum HT
1	€	%
2	€	%
3	€	%
4	€	%
5	€	%
Total	€	%

☐ **Groupeement conjoint**

Tenant compte du montant minimum de l'accord cadre, la partie des prestations que le titulaire envisage de confier à des sous-traitants est évalué à :

Cotraitant n°	Montant HT	Soit en % du montant minimum HT
1	€	%
2	€	%
3	€	%
4	€	%
5	€	%
Total	€	%

5. Pieces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- L'Acte d'Engagement daté et signé par les représentants habilités des parties ainsi que ses annexes (notamment les éventuels actes de sous-traitance)
- Le BPUF complété par le titulaire (y.c. les éventuels sous-détails des prix forfaitaires demandés dans l'offre) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes ;
- Le CCAG Fournitures Courantes et Services de 2021 ;
- L'ensemble du mémoire technique du titulaire.

6. Délais d'exécution du marché

L'ensemble des délais est exprimé en jours calendaires.

Pour l'ensemble du marché, il est retenu l'approximation 1 mois = 30.5 jours.

6.1. Durée d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de **24 mois**, à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement pour une durée supplémentaire de 24 mois, soit une durée totale du marché de **48 mois**.

Si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer au moins 1 mois avant la fin de la période en cours. Il est précisé que le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La reconduction d'une période en cours peut également être anticipée dans les conditions fixées à l'article 1-5.2 du CCATP.

Les commandes pourront être adressées dès la notification du marché et jusqu'au dernier jour inclus de sa durée.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande émis durant la période de validité de l'accord-cadre ne peut excéder la durée du marché majorée de 3 mois.

Les délais d'exécution de chaque bon de commande seront précisés dans ceux-ci.

La durée du marché court de la notification jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles et/ou de l'apurement des comptes.

6.2. Délais globaux

Délai global d'exécution	48 mois
Date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre (à titre indicatif et non contractuel)	16/03/2026

6.3. Délais distincts

Dénomination	Définition	Durée / échéance	Démarrage du délai
Délai distinct n°1 (DD1)	Réponse à un bon de commande formalisé Remise des documents demandés au 1-5.3 du CCATP	Durée de 10 jours ouvrés	Notification du bon de commande formalisé
Délai distinct n°2 (DD2)	Délai de remise des documents d'exécution (voir 8-1. du CCATP)	Échéance à 21 jours ouvrés du démarrage de l'opération, fixée dans le bon de commande	A réception du bon de commande complété et signé par le titulaire
Délai distinct n°3 (DD3)	Délai d'exécution des bons de commande	Durée fixée dans chaque bon de commande	Fixé dans chaque bon de commande
Délai distinct n°4 (DD4)	Délai de repli des engins de levage et/ou de transport	Durée fixée dans chaque bon de commande	Dernier jour d'exécution de la mission

7. Facturation et paiement

7.1. Facturation électronique

A partir du 1^{er} janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises.

Les factures électroniques concernant la DTBS devront être déposées via le lien suivant : **www.chorus-pro.gouv.fr**

L'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Mode d'emploi de dépôt de la facture :

La facture sera transmise en mode dématérialisé et déposée sur le portail CHORUS-PRO à l'adresse suivante : **www.chorus-pro.gouv.fr**

Veuillez saisir les identifiants suivants :

N° EJ (voir page de garde) Code Service : UBS

Notre n° de Siret : 13001779100034

Notre numéro de TVA : FR89130017791

7.2. Paiement

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte renseigné ci-dessous.

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Entreprise unique**

compte ouvert à l'organisme bancaire :
à :

au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

☐ **Groupeement solidaire**

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

Les soussignées entreprises groupées solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entreprises groupées solidaires.

☐ **Groupeement conjoint**

Cotraitant n°1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

Cotraitant n°2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

Cotraitant n°3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

Cotraitant n°4	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

Cotraitant n°5	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :
IBAN	
BIC (par SWIFT) :	

7.3. Avance forfaitaire

7.3.1. Modalités de calculs

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire ci-dessous et dans les conditions des articles R2191-3, R2191-7 et suivants du CCP. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le taux de l'avance est fixé à **20 % du montant minimum TTC du lot 3** suivant l'option B définie à l'article B.11.1 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), ce taux est porté à **30 %**.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement compté à partir de la date de notification du marché.

Conformément à l'article R2191-15 du CCP, une avance pourra être versée au titulaire pour chaque reconduction dans les conditions prévues ci-dessus.

7.3.2. Modalités de remboursement

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant minimum TTC du marché.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

☐ Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-avant :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 7-3 de l'AE.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 7-3 de l'AE.

☐ Groupement solidaire

Le titulaire désigné ci-avant :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 7-3 de l'AE.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 7-3 de l'AE.

☐ Groupement conjoint

Cotraitant n°	Avance prévue au 7.3 de l'AE	
1	<input type="checkbox"/> refuse de percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de percevoir
2	<input type="checkbox"/> refuse de percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de percevoir
3	<input type="checkbox"/> refuse de percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de percevoir
4	<input type="checkbox"/> refuse de percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de percevoir
5	<input type="checkbox"/> refuse de percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de percevoir

8. Dérogations au CCAG FCS

L'article 4 déroge à l'article 10.1.2 du CCAG FCS.

L'article 5 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS.

9. Engagement du candidat

Fait en un seul original

A :

Le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) de l'/des entreprise(s) :

10. Contrôle budgétaire

A Paris,

Le :

Visa de l'autorité chargée du contrôle budgétaire

11. Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A Paris,

Le :

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur

ANNEXE 1

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		
N°4		
N°5		